



L'INFO FD

le bulletin d'information de la Fédération de Seine-et-Marne du Parti Communiste Français

7
mai
2020

pcf77@free.fr - 77.pcf.fr - PCF Seine-et-Marne - 01.64.79.75.10 - 264 rue de la Justice BP 10118 77004 Melun cedex

«Monsieur le Premier ministre, vous avez largement entamé votre capital confiance auprès de l'opinion publique»

Laurence Cohen, sénatrice communiste - le 4 mai au Sénat

EXTRAIT

«Monsieur le président, mesdames, messieurs les ministres, mes chers collègues, vous nous présentez, monsieur le Premier ministre, votre stratégie nationale de déconfinement, après l'avoir fait à l'Assemblée nationale devant nos collègues députés le 28 avril dernier.

Mais, aujourd'hui encore, il ne s'agit pas d'enrichir votre plan : vous nous demandez de le voter tel quel, comme vous l'avez élaboré. Et même si vous avez organisé, entre-temps, des visioconférences avec les associations d'élus et les partenaires sociaux, vous nous demandez en réalité un vote de confiance.

Ce n'est pas notre conception de la démocratie ! La confiance ne se décrète pas, elle se mérite. Or, monsieur le Premier ministre, vous avez largement entamé votre capital confiance auprès de l'opinion publique.

Depuis le début de cette crise, les Françaises et les Français sont assaillis d'injonctions contradictoires sur le port du masque ou encore sur la nécessité de pratiquer ou non des tests. Et l'impression dominante est que vous adaptez votre stratégie non pas à la sécurité sanitaire de chacune et de chacun, mais aux pénuries de matériel de protection ! Il en est de même pour la reprise de l'école, qui paraît plus dictée par la nécessité de reprise économique que par la volonté de faire reculer les inégalités scolaires.

Pourquoi, sinon, maintenir les cartes scolaires qui

programment des fermetures de classes, un peu partout sur le territoire, dès la rentrée de septembre ?

Bien sûr, il existe de nombreuses inconnues concernant le Covid-19 qui ne peuvent vous être reprochées. Chaque jour, nous apprenons de cette épidémie et les chercheuses et chercheurs du monde entier sont sur la brèche. Un traitement sera trouvé, à n'en pas douter, puis un vaccin pour protéger les populations. Ce qui devrait vous faire réfléchir, d'ailleurs, à l'importance vitale du financement de la recherche publique, qui manque cruellement de moyens financiers et humains.

Mais, en attendant, il faut faire face et vous avez de lourdes responsabilités dans la gestion de la pandémie, monsieur le Premier ministre...la stratégie de déconfinement passe par le triptyque « protéger, tester et isoler ». Et protéger nécessite notamment le port du masque... comment ne pas dénoncer le fait que notre pays soit passé de 1 milliard de masques chirurgicaux et 700 millions de masques FFP2 en 2009 à 145 millions de masques chirurgicaux en 2020 ?

L'État n'étant pas en mesure de fournir le nombre de masques nécessaires, ce sont les collectivités qui ont pris le relais. Par ses défaillances, le Gouvernement a mis les collectivités en concurrence. C'est insupportable ! Quand le port du masque est obligatoire dans les transports en commun, il est de la responsabilité de l'État de garantir le droit au masque gratuit pour toute la population.

Et il y a le même flou concernant la reprise de l'école. Le retour des enfants sur le chemin des écoles est un impératif pédagogique et de justice sociale, mais si les conditions de sécurité ne sont pas réunies, je partage totalement le refus de l'Association des maires d'Île-de-France de rouvrir le 11 mai prochain les écoles.» 1

AGENDA

- Vendredi 8 mai
- commémoration de la victoire sur le nazisme

SOUSCRIPTION MUGUET

Etat de la souscription au 6 mai

sections	sommes versées
agglo melun	550
champs	140
chelles	55
coulommiers	180
fontainebleau	75
lagny	30
mitry	100
montereau	150
moret	255
rozay	50
torcy	100
tournan	115
	1800

Je tiens à remercier les premiers souscripteurs et invite à poursuivre la souscription.

MASSON Brigitte, LLECH Colette, ROUCHON Patricia, SOULOUMIAC Arlette, MASSON Jean-Louis, FOURCHE Rémy, GUICHARD Daniel, RAOUX Jean-Claude, OLIVIERA Amandine, ADRIEN Josy, BENOIST Vincent, METAIL Jean-Pierre, WUST Jacques, GUILLOU Mireille et Jean-Claude, BONTOUX Françoise et Jean-Pierre, LUXEMBOURG Ginette et Colette, GOLETTA Alban, MOYSAN Martine, HOVELYNCK Jean-Jacques, BRUNET Bernard, DUPRAT Pierre, ALLAERT David, CAUQUIL Jean, MURINSON Gilbert, LECOURET Patrick, MATOS Anne-Marie, LILLEMANN Claude

3 possibilités pour le versement :

- **Par chèque**, à l'ordre de ADF-PCF77, adressé à ADF-PCF77, 264 rue de la justice BP10118 77004 Melun Cedex

- **Par virement** en utilisant le relevé d'identité bancaire de l'ADF-PCF77 (RIB ci-joint)

- **En cliquant sur le lien national** ci-dessous le muguet virtuel du Parti Communiste Français

Et, bien sûr, pense à partager ce lien avec tes proches, ami.e.s et sympathisant.e.s du PCF qui pourront ainsi comme ils et elles le font chaque année contribuer à nos actions.

Merci à toi !

Fraternellement,
Vincent Benoist,
trésorier départemental



LE BRIN DE LA SOLIDARITÉ



Je verse la somme de _____ € à l'ordre de l'ADF PCF77
(Association Départementale de Financement du Parti Communiste Français)

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse :

Code Postal : VILLE :

Les versements effectués par chèque bancaire donnent droit à une réduction fiscale de 66% du montant de la valeur du don, dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera adressé.

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à tout organisme souhaitant connaître vos références bancaires pour domicilier des virements ou des prélèvements sur votre compte



CR BRIE PICARDIE
MELUN VICTOR HUGO
Tel. 0164414270 Fax. 0164414932

27/04/2020
00556

Intitulé du compte

ASSOC. FINANC PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS DEPARTEMENT
SIEGE SOCIAL ZI DE VAUX LE PENIL
264 RUE DE LA JUSTICE
77000 MELUN

Domiciliation

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
18706	00000	21403422000	59

IBAN FR76 1870 6000 0021 4034 2200 059
Code BIC (Bank identification code) - code SWIFT AGRIFRPP887

Le monde du travail en confinement : une enquête inédite de l'UGICT CGT

L'UGICT CGT a présenté ce 5 mai les résultats d'une enquête statistique inédite, à laquelle plus de 34 000 travailleurs et travailleuses ont répondu, qui permet au syndicat de porter des revendications en prise directe avec la réalité de l'ensemble des salariés. A travers 100 questions, les salariés ont fourni la matière première à une analyse menée par les statisticiens syndiqués de la DARES et de la DREES.

Des protections faibles ou inexistantes pour les salariés sur site

La situation actuelle des salariés en France se divise en gros en quatre quarts : le maintien du travail sur site (27%), le télétravail (25%), le chômage partiel (25%) et d'autres situations telles que des congés ou arrêts maladies (23%). C'était déjà connu. L'enquête de la CGT va bien plus loin et révèle le dessous de ces grandes catégories et le vécu des salariés. Sur site, nous retrouvons une majorité d'employés et d'ouvriers (61%), souvent en contact avec le public ou avec de nombreux collègues. Ils sont donc soumis à plus de facteurs de risques. Les facteurs de risques sont encore plus présents dans les métiers majoritairement occupés par des femmes. Face à ces facteurs de risques, les mesures de sécurité ont été perçues par les salariés comme largement insuffisantes. Que ce soit sur la mise à disposition de masques et de gants, sur les mesures de distance physique ou pour les alternatives aux transports en commun, une proportion énorme de salariés s'est sentie en danger et mal protégée. Les salariés sur site étaient pourtant 13 % à être des personnes vulnérables et 26 % à cohabiter avec des personnes vulnérables. Outre les mesures de protection au travail, de nombreux cas auraient pu être évités. Parmi les salariés qui continuent à travailler sur site, 30 % ne considèrent pas que leur activité est essentielle, et 10 % auraient pu l'effectuer en télétravail. Face à cette situation, les morts de travailleurs apparaissent comme des crimes du gouvernement et du patronat.

Des conditions de télétravail dégradées et favorables aux risques psycho-sociaux

Concernant les 25 % de salariés en télétravail, ils ont subis des conditions très dégradées et une charge de travail beaucoup plus importante. Pour un tiers d'entre eux, le matériel nécessaire n'a pas été fourni par l'employeur, 80 % n'ont pas droit à la déconnexion et 97 % n'ont pas un poste de travail ergonomique, ce qui n'est certainement pas pour rien dans le fait que la moitié de ces travailleurs se plaint de douleurs physiques. Pour un quart d'entre eux, le poste de travail n'est pas calme et isolé. Là aussi, les inégalités femmes-hommes se font jour, puisque les femmes sont majoritaires dans le tiers de salariés en télétravail qui doivent en même temps garder les enfants. La fermeture des écoles s'est tra-

duite par une augmentation de plus de 4h des tâches domestiques pour 43 % des femmes. Les femmes en télétravail ont également subi une augmentation plus forte de la charge de travail que les hommes (36 % contre 29%). Cette augmentation massive de la charge de travail a également largement concerné les métiers de l'encadrement (40%). Tout cela participe à un environnement de travail qui augmente les risques psychosociaux : 35 % des télétravailleurs souffrent d'une anxiété inhabituelle.

Des salariés, un encadrement et des élus du personnel qui ont conscience des risques

Ces conditions constatées par les salariés sur le terrain sont confirmées par la majorité des cadres ayant répondu à l'enquête. 55 % d'entre eux considèrent que la poursuite de l'activité de leur entreprise en présentiel constitue un risque de contamination pour les salariés et la population. 30 % affirment que les activités en présentiel auraient pu être plus limitées et que s'ils avaient eu un droit d'alerte, de refus et de proposition alternative relatif à la situation sanitaire ou aux normes professionnelles, ils l'auraient exercé dès le début de la crise ! Dans un autre registre, l'enquête met en avant le rôle fondamental des élus et représentants du personnel pour la protection des salariés, malgré le peu de moyens à leur disposition. Elle appelle donc à renforcer leur pouvoir, ainsi qu'à conquérir des droits d'alerte et de propositions pour l'ensemble des travailleurs.

Les salariés ont déjà payé la crise

Toute l'enquête le révèle, la poursuite du travail, que ce soit sur site ou en télétravail s'est faite aux dépens de la santé des salariés. Si certains salariés étaient effectivement indispensables, la continuation du travail pour les autres ne répondait qu'à des exigences de rentabilité. Et pour la majorité des salariés qui ont continué le travail, les mesures de protection ont été insuffisantes. Le monde du travail a donc déjà commencé à payer la crise. C'est d'autant plus vrai que les attaques se sont multipliées. 55 % des cadres ont perdu des jours de RTT pendant la crise sanitaire, 57 % des salariés en chômage partiel ont perdu des revenus. Un tiers des salariés du privé considère que leur emploi est menacé. Le monde du travail a largement payé sa part de la crise !

Des propositions pour un déconfinement qui assure la sécurité de toutes et tous

L'enquête syndicale aboutit évidemment à la formulation de revendications qui correspondent aux intérêts des salariés, et pour lesquels l'affrontement avec le patronat sera souvent inévitable.

Enfin, l'UGICT note avec raison que la situation actuelle impose des mesures immédiates comme l'abandon des réformes du chômage et des retraites.

pour télécharger le document complet de l'enquête cliquez ici

PROTÉGEONS LA POPULATION,
Renforcer l'hôpital public



Signez la pétition pour l'hôpital public



plan d'urgence pour l'école



politiques locales et déconfinement



11 mai : Est-il encore temps d'éviter le fiasco pour déconfiner les transports en Ile-de-France ?

communiqué du groupe Front de Gauche à la Région

A l'approche du 11 mai, les conditions de sécurité sanitaire indispensables pour réaliser le déconfinement ne sont aucunement réunies en Ile-de-France. Il faut d'urgence un véritable plan avec des mesures drastiques permettant l'usage des transports en commun.

La mobilisation de l'État doit pour cela être réelle, avec des moyens massifs : ce n'est pas le cas alors que c'est le Président de la République qui a imposé la date du 11 mai.

Déléguer la responsabilité à IDF Mobilités et aux opérateurs de transports dans ces conditions est malhonnête et irresponsable. Si rien n'est prêt, la reprise devra être reportée.

Pour Fabien Guillaud-Bataille, conseiller régional et administrateur d'IDF Mobilités, « plus la date du 11 mai approche, plus les inquiétudes grandissent chez les usagers, chez les opérateurs de transports et les élu-e-s locaux. Nous partageons ces inquiétudes, les risques sont immenses. Il est évidemment inenvisageable de revenir aux plus de 5 millions de voyageurs quotidiens sur le réseau francilien.

Même si la présidente de la Région et d'IDF Mobilités estime possible un accueil de 2 millions d'usagers par jour, cela nous semble aussi irréaliste qu'irresponsable. **Il faut au maximum 1 million d'usagers pour garantir le respect des distanciations physiques. Les 70% d'offre de transports annoncés sont déjà trop faibles, et ne seront vraisemblablement pas réalisables non plus.** Pour éviter de multiplier les risques de contaminations, il faudra éviter les cohues aux arrêts de bus, à l'entrée des gares, des stations, dont un certain nombre resteront fermées. Qui régulera les flux de voyageurs ? Et comment ?

Faudra-t-il exposer davantage pour cela les agents de la SNCF, de la RATP et du réseau Optile ? Les distributions massives de masques aux usagers et aux agents, la mise en place de distributeurs de gel hydroalcoolique, seront absolument essentielles. **Mais sur tous ces points, le Gouvernement n'est absolument pas à la hauteur. Rien n'est prêt !** ».

Pour Céline Malaisé, présidente du groupe Front de Gauche, « il faut tout de suite mettre en oeuvre un véritable plan global. Il faut pouvoir limiter à 1 million maximum le nombre d'usagers quotidiens. Le recours massif au télétravail doit être maintenu. Il est indispensable de réguler les horaires de déplacements en transports collectifs, en les réservant aux seuls salariés entre 7h et 9h et 16h et 19h, avec un système d'information efficace en temps réel sur la fréquentation des lignes. Des marquages au sol sont aussi nécessaires partout pour faire respecter les distanciations physiques. Il faut évidemment exiger de l'État la distribution gratuite de masques à tous les usager-ère-s, qui seront obligatoires.

Se pose aussi la question d'un retour massif à l'usage des voitures, qui relancerait la pollution atmosphérique, dont on sait qu'elle contribue aux maladies respiratoires aggravant les symptômes du Covid 19. Le covoiturage ne résout pas le problème des distanciations physiques.

L'incitation forte à l'usage du vélo, avec l'extension des réseaux cyclables est plus que jamais nécessaire. Certains départements ont déjà mis en place ces mesures, elles doivent être soutenues et développées rapidement.

Toutes ces conditions doivent être remplies, avec l'engagement concret de l'État. Nous demandons pour cela la tenue en urgence du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités, qui permettrait de décider d'un véritable plan de déconfinement pour les transports régionaux. Si les problématiques économiques sont importantes, c'est bien la protection de la santé de nos concitoyen-ne-s qui doit être la priorité absolue. **Ce serait une folie de passer outre. Comme élu-e-s, nous avons le devoir de le dire clairement aux usagers des transports en commun et aux Francilien-ne-s mal lever le confinement nous ferait courir aux devants d'une catastrophe sanitaire, humaine et économique plus grave encore que celle que nous avons connu** ».

Paris, le 5 mai 2020



www.pcf.fr

La France fraternelle et solidaire

C'est vous !



Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

Madame, Monsieur,

Vous faites face à cette pandémie avec beaucoup de dignité, beaucoup de force et de courage.

Nous sommes confinés, comme des millions d'hommes et de femmes dans le monde, depuis plusieurs semaines et c'est difficile. Difficile d'être privés de ce qui fait la vie, difficile d'aller travailler la peur au ventre, difficile de vivre avec des baisses de salaire et des prix qui augmentent.

Nous soutenons tous ces soignants et toutes celles et ceux qui travaillent directement ou indirectement dans la santé, affrontent avec tellement de courage la maladie et exercent dans des conditions difficiles. **Nous sommes en colère, nos hôpitaux, notre système de santé publique ont été sacrifiés. Nous voulons pour demain un service public de santé digne de notre pays, prêt à relever de telles épreuves.**

Nous sommes fiers d'eux et de toutes celles et ceux qui tiennent notre pays à bout de bras, qui font tourner les entreprises essentielles et les services publics, qui organisent la solidarité.

La vraie richesse de la Nation est là. Il faudra reconnaître leur travail. Grâce à elles et eux, grâce à tous ces salariés, ces bénévoles, ces élus dans les villes et les villages, notre pays va rester debout. **Le coronavirus n'aura pas le dernier mot !**

La solidarité est forte entre nous face à la vie chère et aux pertes de salaire. Les uns distribuent des paniers solidaires, d'autres fabriquent des masques, certains s'engagent auprès des malades...

Les étudiants, les salariés qui perdent 16 % de leur salaire, les personnes âgées et les familles sous le seuil de pauvreté, tous doivent être aidés. C'est pour cela que nous demandons le blocage des prix des produits de première nécessité, le gel des loyers, des factures, une allocation de solidarité pour les plus pauvres, le salaire maintenu à 100 % en chômage partiel.

Aujourd'hui, le gouvernement demande de réouvrir les écoles, de retourner au travail. Mais nous sommes inquiets, surtout pour nos enfants. Nous demandons l'accès de toutes et tous aux tests et aux masques, indispensables pour déconfiner.

Mais j'ai la conviction qu'au-delà, nous avons besoin de nous rassembler et d'agir ensemble pour que demain ne soit pas comme hier. Le peuple ne doit pas payer le prix de la pandémie. Il ne doit pas payer le prix d'un système à bout de souffle.

Oui, nous avons besoin d'une société nouvelle, respectueuse des populations et de la nature, en France comme à l'échelle de la planète.

Être solidaires et bienveillants les uns envers les autres sera notre force. Nous y puiserons les moyens de reconstruire le pays, loin des logiques égoïstes de rentabilité qui ont tellement affaibli nos services publics, notre industrie, notre pays.

Avec cette France fraternelle et solidaire que nous remercions tous les jours, nous avons toutes les forces et pour construire les jours heureux que nous voulons, pour nous nous et pour nos enfants. Le destin de la France est entre nos mains. Gardons l'espoir de bâtir un monde meilleur, pour chacun d'entre nous comme pour la planète !

Gardons confiance

Fabien ROUSSEL

Parti communiste français, le 4 mai 2020

PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION

L'épidémie du Covid-19 a mis en avant le besoin d'une réorientation de notre société actuellement basée sur la marchandisation. L'école doit être reconnue comme un bien commun indispensable à tous.

En ce sens, l'attitude de Macron et de son gouvernement est encore plus irresponsable : l'annonce d'une date de réouverture des écoles ne s'accompagne d'aucune véritable politique pour rendre cette reprise possible ! L'État se défausse sur les collectivités territoriales et sur les familles. À chacun de bricoler avec les moyens du bord, quitte à provoquer une relance de l'épidémie... Pourtant, l'argent existe : le gouvernement trouve des milliards pour renflouer les grands industriels, mais pas pour garantir de bonnes conditions d'enseignement et d'apprentissage pour tous les enfants ?

Pire, le gouvernement cherche à instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer son projet pour l'éducation : une école à la carte, différente d'un territoire à l'autre, d'un élève à l'autre. Si le 11 mai, seuls les enfants qui n'ont pas d'autre choix retournent à l'école, comment croire qu'il en sera autrement en septembre ? Si nous ne faisons rien maintenant, si nous ne créons pas rapidement les conditions d'une rentrée de qualité pour toutes et tous, alors petit à petit, nous nous habituerons à considérer que le service public d'éducation nationale est une école au rabais, pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix. Et toutes les familles qui le peuvent chercheront d'autres solutions, ailleurs, dans le privé, en mobilisant les ressources familiales ou en ayant recours à l'enseignement à distance.

Si, dans l'immédiat, les établissements scolaires doivent rouvrir, ce n'est que pour permettre de réels apprentissages et non pour être un mode de garde en direction des enfants des familles qui n'ont pas d'autre choix que de retourner travailler. C'est à l'école qu'on apprend et qu'on progresse, avec l'ensemble des élèves et des adultes dont c'est le métier.

La crise sanitaire a montré à quel point nous avons besoin d'un système éducatif de haut niveau, commun à toutes et tous les citoyen·ne·s de demain, pour faire face aux défis de l'avenir.

Notre école est en crise : l'interruption scolaire **a mis en exergue et à amplifié les inégalités scolaires vécues depuis de longues années. Face à cette crise, Macron et son gouvernement proposent une réponse simple : en finir avec l'objectif d'égalité. Nous voulons au contraire construire un changement radical de politique, pour construire une école commune, pour toutes et tous** : une école gratuite dans laquelle les enfants sont à égalité, faisant le pari que tous les jeunes sont capables d'atteindre un haut niveau de formation, de culture et de savoir, permettant à toutes et tous de maîtriser leur destin, individuel et collectif.

Cette période, qui a des conséquences sur l'ensemble de la société, dans tous les domaines, pose avec encore plus d'acuité la question centrale du rôle de l'école. Comment peut-elle donner aux citoyennes et aux citoyens de demain les moyens d'agir sur leur avenir, celui de leur pays, celui de la planète ? Cette réflexion ne peut être séparée de la lutte pour une société plus juste car cela, seulement, permettra d'une part aux apprentissages de ne plus être un enjeu de réussite et de survie personnelles et d'autre part, la construction d'une société du XXI^e siècle au service de toutes et tous.

Nous proposons un plan d'urgence pour l'éducation à décliner en trois temps : des mesures nécessaires à la réouverture des écoles pour toutes et tous et qui doivent intervenir le plus vite possible ; des mesures à prendre d'ici la rentrée de septembre pour entamer une réorientation profonde des politiques éducatives ; et des mesures de moyen terme, visant à construire une politique éducative en rupture avec les logiques qui nous ont conduits à la crise.

Il se décline en 17 propositions que nous versons au débat.

L'éducation de toutes et tous est une responsabilité nationale

- 1 Les conditions de la réouverture des écoles doivent être définies nationalement, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'éducation, et financées par un fonds national dédié. L'État ne peut pas se décharger de ses responsabilités sur les collectivités locales !
- 2 Débat au Parlement sur la réouverture des écoles et les leçons à tirer de la politique de confinement.
- 3 En finir avec la mise en concurrence des territoires et des établissements : cadrage national des horaires, fin de la politique d'« autonomie » des établissements.

La priorité est d'assurer la sécurité sanitaire de toutes et tous pour enrayer l'épidémie

- 4 L'État doit fournir le matériel nécessaire pour suivre les préconisations du CHSCT : masques, savon et sèche-mains, gel hydro-alcoolique et tests de dépistage, thermomètres pour permettre la surveillance des enfants.
- 5 Il faut d'urgence reconstruire une médecine scolaire, pour les enfants et pour les personnels : recrutement d'infirmier-e-s, de psychologues et de médecins scolaires. Nous demandons un véritable service de santé pour tous les personnels. Il faut être plus nombreux dans les établissements pour faire respecter les règles d'hygiène.
- 6 Groupes réduits : pas plus de 12 par classe. Reconnaître et s'appuyer sur l'expertise et la connaissance du terrain des professionnels au contact avec les enfants pour bâtir avec les collectivités les adaptations locales nécessaires pour assurer un réel retour à la scolarité de tous.

La réduction des effectifs, dès maintenant et à la rentrée prochaine, exige des moyens matériels et humains

- 7 Recrutement massif de personnels enseignants pour pérenniser ces dédoublements et assurer un volant large de remplaçants pour les mois qui viennent : ouverture des places au concours, titularisation des personnels précaires et des stagiaires ; puis mise en place dès le budget 2021 d'un plan pluriannuel de recrutement et de formation pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Il faut aussi des personnels spécialisés pour reconstruire les RASED. Ainsi que des personnels d'aide administrative et d'encadrement (ATSEM, vie scolaire).
- 8 Moratoire sur les suppressions de postes et les fermetures de classes. La rentrée 2020 doit être organisée selon un principe simple : rien de moins ! À partir de 2021, la carte scolaire devient pluriannuelle pour favoriser la stabilisation des équipes.
- 9 Plan national d'organisation, de rénovation et d'équipement des bâtiments scolaires, avec des normes sanitaires revues pour tirer les leçons de la crise et un plan de soutien financier aux collectivités, au même titre que celui qui a été décidé pour les entreprises.

Comment ne laisser personne sur le bord du chemin à l'issue de l'interruption scolaire ? Il ne suffit pas de réduire les effectifs, il va falloir aménager les programmes et les pratiques. Nous faisons pleinement confiance aux enseignant-e-s, à leur inventivité, à leur professionnalisme : encore faut-il leur donner les moyens de faire évoluer leurs pratiques pour permettre la réussite de tous les jeunes.

- 10 L'interruption scolaire et l'échec de la « continuité pédagogique » ont rendu visibles les graves inégalités matérielles face à l'école. Tirons-en les leçons en créant un fonds national pour fournir aux élèves et aux familles les outils indispensables aux apprentissages et garantir la gratuité de l'éducation.
- 11 L'école est irremplaçable ! Donnons aux enseignant-e-s et aux élèves le temps nécessaire à la reprise des apprentissages : augmentation du volume horaire d'enseignement qui a fortement baissé sous le coup des politiques libérales et prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Plus de temps scolaire, c'est le seul moyen pour cesser de déléguer aux familles les missions de l'école.
- 12 Aménagement des programmes scolaires, avec lissage sur deux ans, en particulier en fin de cycle.
- 13 Donnons aux enseignants le temps de faire évoluer leurs pratiques : un temps pour la concertation des équipes, la réflexion et la formation inclus dans leur service et un plan de relance de la formation continue.
- 14 Bâtir un dispositif de lutte contre la difficulté scolaire avec des équipes pluri-professionnelles (RASED, psychologues de l'Éducation nationale, enseignants spécialisés).
- 15 En finir avec le dogme de l'individualisation des parcours : abrogation de la réforme du lycée et de Parcoursup.

Après des années de mensonges, de mépris, de maltraitance, il n'y aura pas de mesures d'urgence pour l'école sans l'implication de l'ensemble des acteurs : personnels, jeunes, familles, élus, associations partenaires...

- 16 Moratoire sur l'ensemble des réformes en cours (lycée, bac, enseignement supérieur et formation des enseignants) et ouverture d'états généraux de l'éducation.
- 17 Augmentation immédiate et durable de la dépense nationale d'éducation, de la maternelle à l'université et pour la formation tout au long de la vie. L'argent existe ! Les milliards de la BCE seront plus utiles dépensés dans les services publics qu'injectés dans les marchés financiers. Le renforcement de l'Éducation nationale comme de l'ensemble des services publics peut s'appuyer sur une fiscalité plus juste (rétablissement de l'ISF, taxation des revenus financiers, abandon du CICE).

Après des années de crise, notre école a besoin d'un changement de politique autour de deux objectifs essentiels : égalité et émancipation. Nous invitons l'ensemble des acteurs de l'éducation, et plus largement l'ensemble de la société, à construire le système éducatif dont nous avons besoin : pour en finir avec les inégalités à l'école ; construire et transmettre une culture commune de haut niveau ; pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de demain de maîtriser les choix qui engagent leur avenir et d'agir sur le monde.

